

Les fonctionnaires en grève face aux coupes

ÉCONOMIES Des mesures budgétaires s'annoncent dans plusieurs cantons romands. Face aux déficits, les plans d'assainissement évoqués toucheront leurs employés, qui s'organisent. Vaudois et Genevois ont voté des grèves, suivant l'exemple de Fribourg

PAULINE RUMPF ET LORÈNE MESOT

Les coupes budgétaires semblent désormais inévitables. Alors que le déficit de l'Etat de Vaud se monte à 331 millions, le canton a annoncé des mesures d'économie à hauteur de 305 millions. Des baisses de charges sont prévues dans tous les départements, l'indexation a été suspendue et un prélèvement de 0,7% des salaires bruts a été annoncé, sans impact toutefois sur les annuités. Dans le canton de Genève, le déficit, historique, pourrait atteindre 740 millions de francs. Le projet de budget 2026 prévoit la suppression des annuités et l'absence d'indexation, et le Conseil d'Etat réfléchit encore à la façon de limiter les charges. De son côté, le canton de Fribourg a annoncé un plan d'assainissement devant permettre d'économiser 405 millions de francs sur trois ans; un référendum est en cours.

«Des défaillances graves de l'Etat»

La fonction publique tremble. Jeudi soir, à Genève, plusieurs centaines d'employés de l'Etat ont crié leur colère sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville, alors même que le nouveau conseiller d'Etat Nicolas Walder prêtait serment devant le Grand Conseil. Le 1^{er} octobre, 4000 travailleurs ont fait grève à Fribourg et une manifestation a réuni plus de 15 000 personnes, aux profils variés, à Lausanne, le lendemain. Un avant-goût du mois de novembre? Des grèves se dessinent sur les bords du Léman: à Genève, elle se tien-

dra le 11 novembre – après confirmation le 6 novembre – et les 18, 25 et 26 novembre dans le canton de Vaud, assorties de deux manifestations. Les syndicats vaudois préviennent déjà que la grève pourrait se poursuivre tant que le Conseil d'Etat ne proposera pas des garanties du retrait de ses mesures d'économie. «Cette mobilisation sera la grande bataille de ce premier quart de siècle», annonce la secrétaire syndicale de SUD Françoise Emmanuelle Nicolet pour le canton de Vaud.

A travers la Suisse romande, les secteurs mobilisés se retrouvent dans une vision politique du service public

Les mesures cantonales interviennent alors que de nombreux services sont déjà fragilisés, alertent les syndicats du service public. A Genève, ont été évoqués jeudi soir l'augmentation du nombre de dossiers à l'Hospice général, le manque d'effectifs dans la police et les conditions de travail dans certains secteurs aux HUG et à l'IMAD. Parmi les critiques récurrentes: le fait de remplacer systématiquement des employés qui partent à la

retraite par des profils juniors, moins chers mais aussi moins expérimentés. Vincent Bircher, syndicaliste au SSP, a, par ailleurs, rappelé le cruel manque de ressources auxquelles fait face le Service de protection des mineurs: «Il y a ce soir à Genève, dans l'un des cantons les plus riches, des enfants qui dorment à l'hôpital ou qui doivent rester dans des familles dysfonctionnelles, faute de places dans des structures. Ce ne sont pas des simples complications organisationnelles, mais des défaillances graves de l'Etat.»

Dans le canton de Vaud, la contribution de crise sur les salaires touchera surtout les employés les plus âgés, une mesure critiquée par les syndicats. Ceux-ci dénoncent également une situation déjà tendue dans les domaines du social et de la santé publique et parapublique, qui connaissent des pénuries de personnel, ou encore un sous-effectif chronique au CHUV, un encadrement insuffisant dans certaines classes ou encore un besoin immense en matière d'accueil de la petite enfance.

A travers la Suisse romande, les secteurs mobilisés se retrouvent dans une vision politique du service public. Santé, social, écoles, petite enfance: celui-ci bénéficie à l'ensemble de la société et y touche revient à paupériser la population, faisaient valoir à Lausanne syndicats et manifestants, y compris des non-fonctionnaires. Une vision également exprimée cet été lors des rassemblements, à la Vallée de Joux et à Château-d'Œx, contre les économies demandées aux pôles santé

régionaux. Aujourd'hui, syndicats vaudois et genevois demandent le retrait pur et simple de toutes les mesures d'économies impactant les conditions de travail et la qualité des prestations, et l'arrêt des baisses d'impôts pour les plus riches contribuables – ainsi que la suppression du frein à l'endettement côté vaudois.

L'enjeu? Susciter l'adhésion

Pour la fonction publique et la gauche, minoritaire aux parlements vaudois et genevois, l'enjeu est de parvenir à mobiliser et à générer de la sympathie dans la population, alors que les finances sont dans le rouge vif. Fin août, la Fédération des entreprises romandes dénonçait la concurrence exercée par le public – jugée déloyale pour le privé –, en particulier au bout du Léman. Au micro jeudi soir, Davide de Filippo de la Communauté genevoise d'action syndicale a fustigé «le sport favori de la droite», c'est-à-dire

«essayer de diviser les nantis de la fonction publique et les pauvres travailleurs du secteur privé». Les salaires du public tirent ceux du privé vers le haut, a-t-il plaidé.

Le directeur du Centre patronal vaudois Christophe Raymond décrit, lui, un secteur privé qui regarde avec perplexité ces revendications, rappelant que celui-ci ne connaît que peu d'automatismes en matière d'indexation ou d'annuités, hormis dans certaines CCT; «dans certaines activités, il n'a simplement pas les moyens de s'aligner», réagit-il. Geneviève Preti, présidente du Cartel intersyndical genevois, relativise: «Nous ne sommes pas en train de dire qu'il faut dépenser à tout-va, mais qu'il faut considérer les besoins. Les personnes privilégiées ont tout intérêt à y réfléchir. Genève est attractive parce que propre, sûre et avec un bon système d'éducation. Pour cela, il faut des prestations publiques de qualité.» ■

MOBILISATION

Faire grève, mais comment?

La grève vaudoise a été jugée légale pour les employés de l'Etat; dans le parapublic, des démarches sont en cours. Certains services ne peuvent par ailleurs pas cesser leur activité, et réfléchissent à la bonne manière de montrer les muscles sans couper dans les prestations aux usagers. Dans les écoles obligatoires, un accueil doit être organisé, alors que dans le post-obligatoire, les cours des grévistes seront annulés. Les syndicats s'organisent également pour rembourser les retenues salariales de ceux qui le demanderont. ■ P. R.